

# **Rapport financier consolidé**

## **Exercice terminé le 31 décembre 2021**

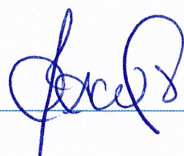
Ville de Mirabel | 74005 |

## ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jeannic D'Aoust, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Mirabel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature



Date 2 juin 2022

# Table des matières

## États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	22
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	23
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	24
Situation financière par organismes	25
Charges par objets	26
Fonds local d'investissement	27
Fonds local de solidarité	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

## Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	41
Analyse des charges consolidées	53

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la  
Ville de Mirabel,

### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE MIRABEL (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE MIRABEL au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE MIRABEL inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

### Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.*  
Comptables professionnels agréés

*Catherine Millette*

CATHERINE MILLETTE, CPA auditrice  
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.  
Saint-Jérôme, le 2 juin 2022

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	68 342 400	68 257 862	67 558 419
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 595 500	2 575 985	2 428 935
Quotes-parts	3			
Transferts	4	7 419 694	10 197 400	14 772 518
Services rendus	5	7 070 778	7 212 225	6 077 498
Imposition de droits	6	12 050 700	17 859 609	12 245 801
Amendes et pénalités	7	3 880 200	3 604 596	3 472 236
Revenus de placements de portefeuille	8	560 200	608 975	611 158
Autres revenus d'intérêts	9	765 725	457 740	555 934
Autres revenus	10	14 314 200	12 337 034	10 343 462
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	116 999 397	123 111 426	118 065 961
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	10 204 700	9 818 057	8 578 235
Sécurité publique	15	19 280 800	18 750 952	17 322 854
Transport	16	26 999 400	25 348 422	23 701 952
Hygiène du milieu	17	27 012 200	25 427 076	24 052 169
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	5 644 900	6 288 628	5 888 197
Loisirs et culture	20	16 949 537	15 497 001	13 200 969
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 597 664	2 730 961	2 589 610
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	108 689 201	103 861 097	95 333 986
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	8 310 196	19 250 329	22 731 975
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		337 991 281	315 259 306
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		337 991 281	315 259 306
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		357 241 610	337 991 281

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	32 865 832	31 195 181
Débiteurs (note 5)	2	29 508 561	26 306 515
Prêts (note 6)	3	1 894 560	513 640
Placements de portefeuille (note 7)	4	24 891 271	24 303 532
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 605 265	628 254
	8	90 765 489	82 947 122
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	35 449 269	28 888 190
Revenus reportés (note 12)	12	14 591 964	12 225 267
Dette à long terme (note 13)	13	107 408 388	104 402 668
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	4 568 000	4 345 000
Autres passifs (note 14)	15		
	16	162 017 621	149 861 125
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(71 252 132)	(66 914 003)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	427 564 204	404 126 102
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	645 810	645 810
Stocks de fournitures	20	40 494	29 654
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	243 234	103 718
	23	428 493 742	404 905 284
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	24	357 241 610	337 991 281

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
		<b>2021</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	8 310 196	19 250 329	22 731 975
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	62 244 000)(	44 879 493)(	46 172 628)
Produit de cession	3	30 000	29 858	105 457
Amortissement	4	22 212 000	21 441 391	20 196 426
(Gain) perte sur cession	5	(30 000)	(29 858)	10 395
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(40 032 000)	(23 438 102)	(25 860 350)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(10 840)	6 468
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(139 516)	(17 121)
	13		(150 356)	(10 653)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	16	(31 721 804)	(4 338 129)	(3 139 028)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(66 914 003)	(63 774 975)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(66 914 003)	(63 774 975)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	21		(71 252 132)	(66 914 003)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	19 250 329	22 731 975
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	21 441 391	20 196 426
Autres			
▪ Réduction valeur	3	1 816 916	80 595
▪ Perte(gain) sur cession immo	4	(29 858)	10 395
	5	42 478 778	43 019 391
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(3 202 046)	(5 006 680)
Autres actifs financiers	7	(977 011)	(628 254)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	6 561 079	2 172 231
Revenus reportés	9	2 366 697	1 820 451
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	223 000	825 000
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(10 840)	6 468
Autres actifs non financiers	13	(139 516)	(17 121)
	14	47 300 141	42 191 486
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(44 879 493)	(46 172 628)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	29 858	105 457
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	( )	( )
	19	(44 849 635)	(46 067 171)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(3 331 067)	554 417
Remboursement ou cession	21	97 450	34 376
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(551 958)	( )
Cession	23		8 558 112
	24	(3 785 575)	8 038 071
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	25	23 496 353	24 522 918
Remboursement de la dette à long terme	26	(20 502 295)	15 235 052
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	11 662	(81 029)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	3 005 720	9 206 837
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	32	1 670 651	13 369 223
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	31 195 181	17 825 958
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	31 195 181	17 825 958
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>	36	32 865 832	31 195 181

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**1. Statut de l'organisme municipal**

La Ville de Mirabel a été constituée, le 1er janvier 1971, en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

**2. Principales méthodes comptables**

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

**A) Périmètre comptable et partenariats**

Les états financiers consolidés incluent la quote-part attribuée à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Cette consolidation se fait ligne par ligne. La Régie intermunicipale du parc du Domaine-Vert est consolidée à un taux de 25 %.

**a) Périmètre comptable**

S.O.

**b) Partenariats**

S.O.

**B) Comptabilité d'exercice**

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Le produit de cession de propriétés destinées à la revente est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers de la Ville de Mirabel, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction. Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur nette de réalisation des propriétés destinées à la revente, la dépréciation des actifs financiers, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Le principal élément pour lequel une estimation importante a été effectuée est l'obligation au titre des prestations constituées pour les régimes de retraite à prestations déterminées. Pour estimer ce montant, la direction doit formuler diverses hypothèses qu'elle considère raisonnables, notamment à l'égard des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité. Elle prend aussi en considération le niveau des futures augmentations de salaires et l'âge de retraite des employés. Toute modification apportée aux hypothèses pourrait avoir une incidence importante sur l'excédent (déficit) et sur la situation financière de la Ville. La charge liée aux prestations de retraite du personnel pourrait augmenter ou diminuer au cours d'exercices à venir de la manière décrite dans la méthode comptable sur les avantages sociaux futurs. Les renseignements relatifs aux montants de cette obligation apparaissent à la page S24.

**C) Actifs**

S.O.

**a) Actifs financiers****Trésorerie et équivalent de trésorerie**

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements de portefeuille dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

**Placements**

Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

**b) Actifs non financiers****Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût propre.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

### **Immobilisations**

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

#### Bâtiments :

Bâtiments	40 ans
Rénovations majeures	15 ans

#### Infrastructures :

Eau potable et eaux usées	35 ans
Système d'éclairage des rues, parcs	20 ans
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	15 et 30 ans
Autres infrastructures	10 et 35 ans

#### Ameublement et équipement de bureau :

Meubles et ameublements	10 ans
Équipements informatiques	5 ans

#### Machinerie, outillage, équipement et véhicules

Camions de pompiers	20 ans
Machinerie lourde	10 ans
Autres	3,5 et 10 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

### **D) Passifs**

#### **Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

#### **Subventions reportées du gouvernement du Québec**

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

#### **Revenus reportés**

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux et du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques, sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

### **E) Revenus**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**F) Avantages sociaux futurs**

**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime volontaire d'épargne-retraite (RVER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- Plan d'incitation et de reconnaissance (volet 1 et volet 2);
- Programme supplémentaire de retraite.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : valeur lissée sur une période de 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses à taxer ou à pourvoir.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, tel que décidé par la Ville en vertu des mesures d'allègement, cette dépense constatée à taxer ou à pourvoir ne sera pas amorti annuellement sur la DMERCA;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour gains/pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées: au terme de DMERCA du 31 décembre 2008 (14 ans);

- à titre de mesure d'allègement pour excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : s.o.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

- pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24 des états financiers.

**H) Instruments financiers**

S/O.

**I) Autres éléments**

**Dépenses reportées**

Les frais d'émission des emprunts à long terme sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 %.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

### Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont constitués de dépôts à terme et d'obligations. Les dépôts à terme ont des taux qui varient de 1,62 % à 2,15 %.

### Affectation

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

### 3. Modification de méthodes comptables

S.O.

### 4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	32 865 832	31 195 181
Découvert bancaire	2 (	)	)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8</b>	<b>32 865 832</b>	<b>31 195 181</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	903 546	1 319 867
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	8 447 000	5 163 000

### Note

### 5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	4 215 793	4 089 182
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	12 053 478	12 261 940
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	4 030 541	3 904 715
Organismes municipaux	15	165 773	240 189
Autres			
▪ Entreprises et individus	16	3 322 946	2 890 809
▪ Droits de mutation	17	5 720 030	2 919 680
	18	29 508 561	26 306 515
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	5 454 157	5 521 792
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	5 454 157	5 521 792
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	1 164 067	1 189 043

### Note



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪ Prêts aux entreprises	26	1 894 560	513 640
▪	27		
	28	1 894 560	513 640
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	22 773	22 773

**Note****7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	354 184	318 402
Autres placements	31	24 537 087	23 985 130
	32	24 891 271	24 303 532
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	7 544 000	10 800 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note****8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(1 846 000)	(1 693 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(2 722 000)	(2 652 000)
	37	(4 568 000)	(4 345 000)
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 793 000	2 529 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	259 000	196 000
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	43 368	37 812
Régimes de retraite des élus municipaux	42	127 010	141 730
	43	3 222 378	2 904 542

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	1 605 265	628 254
Autres	45		
	46	1 605 265	628 254

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Note****10. Emprunts temporaires**

La Ville de Mirabel dispose d'une marge de crédit de 8 000 000 \$, portant intérêts au taux préférentiel. Au 31 décembre 2021, la marge de crédit est inutilisée.

**11. Crédeurs et charges à payer**

		2021	2020
Fournisseurs	47	12 042 306	8 508 356
Salaires et avantages sociaux	48	6 114 114	5 677 437
Dépôts et retenues de garantie	49	15 850 331	13 026 633
Provision pour contestations d'évaluation	50	647	70 280
Autres			
▪ Gouvernement & ses entreprises	51	369 158	483 859
▪ Intérêts courus dette LT	52	390 005	406 781
▪ Organismes municipaux	53	682 708	714 844
▪	54		
▪	55		
	56	35 449 269	28 888 190

**Note****12. Revenus reportés**

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	5 033 161	5 383 168
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		292 693
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	3 231 701	4 563 727
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63	2 395 400	759 800
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65	536 553	429 864
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66	15 108	135 598
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68	222 492	
Autres			
▪ Transferts	69	2 692 727	284 751
▪ Autres	70	464 822	375 666
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	14 591 964	12 225 267

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,45	2022	2030	77	105 712 500	103 851 375
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2028	2030	81	2 365 801	1 232 568
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres	4,00	4,00			84	30 000	30 300
					85	108 108 301	105 114 243
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	( 699 913)	( 711 575)
					87	107 408 388	104 402 668

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		18 698 750			18 698 750
2023	89		13 461 000			13 461 000
2024	90		35 144 750			35 144 750
2025	91		13 893 000			13 893 000
2026	92		14 970 000			14 970 000
2027 et plus	93		9 545 000		2 395 801	11 940 801
	94		105 712 500		2 395 801	108 108 301
Intérêts et frais accessoires	95		( )		( )	( )
	96		105 712 500		2 395 801	108 108 301

**Note****14. Autres passifs**

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**15. Immobilisations corporelles**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	104	91 244 907	2 466 037	12 862	93 698 082
Eaux usées	105	172 416 621	5 092 685	49 295	177 460 011
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	177 163 466	10 070 558	5 380 893	181 853 131
Autres					
▪ Autres infrastructures	107	48 657 973	3 692 199	627 699	51 722 473
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	81 909 010	4 686 934	345 203	86 250 741
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	15 796 422	1 819 757	460 594	17 155 585
Ameublement et équipement de bureau	113	4 007 008	256 985	282 559	3 981 434
Machinerie, outillage et équipement divers	114	8 718 067	489 125	51 389	9 155 803
Terrains	115	31 394 384	5 458 309		36 852 693
Autres	116	2 153 187	4 038		2 157 225
	117	633 461 045	34 036 627	7 210 494	660 287 178
Immobilisations en cours	118	9 189 645	10 842 866		20 032 511
	119	642 650 690	44 879 493	7 210 494	680 319 689
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	120	34 522 543	2 637 862	12 862	37 147 543
Eaux usées	121	68 224 357	5 068 036	49 295	73 243 098
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	67 985 503	6 834 527	5 380 893	69 439 137
Autres					
▪ Autres infrastructures	123	21 004 022	2 365 297	627 699	22 741 620
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	26 254 230	2 436 885	345 203	28 345 912
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	10 707 517	1 185 983	460 594	11 432 906
Ameublement et équipement de bureau	129	2 948 452	261 829	282 559	2 927 722
Machinerie, outillage et équipement divers	130	5 689 777	576 258	51 389	6 214 646
Autres	131	1 188 187	74 714		1 262 901
	132	238 524 588	21 441 391	7 210 494	252 755 485
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	133	404 126 102			427 564 204
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	136				

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**16. Propriétés destinées à la revente**

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138		
Autres	139	2 251 075	1 274 064
	140	2 251 075	1 274 064
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141	1 605 265	628 254
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	645 810	645 810

**Note****17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	153				

**Note****18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	154	243 234	103 718
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	243 234	103 718

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée jusqu'en 2025 par contrats pour la collecte, le transport et l'élimination des déchets, des matières organiques et recyclables, également pour le déneigement des chemins et des édifices. Pour les services d'évaluateurs externes jusqu'en 2026. De plus, la Ville s'est engagée par contrats jusqu'en 2042 pour des services intermunicipaux d'approvisionnement en eau potable. Le solde de ces engagements pour ces contrats s'établit à 120 915 900 \$ (les taxes sont incluses dans ce montant si applicables).

Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2022 - 50 753 700 \$
2023 - 18 519 700 \$
2024 - 16 767 800 \$
2025 - 10 685 200 \$
2026 - 2 533 200 \$

**20. Droits contractuels**

La Ville de Mirabel a conclu des baux à long terme relativement à des structures d'affichage publicitaire et autres, pour un total de 4 575 400 \$. La Ville a également un accord de partenariat concernant le Fonds des régions et ruralité, la somme restante de cette entente est de 1 198 100 \$.

Les paiements minimums redevables au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2022 - 816 300 \$
2023 - 888 400 \$
2024 - 755 400 \$
2025 - 550 500 \$
2026 - 290 300 \$

Dans le cadre de ses opérations, la Régie a conclu des accords à long terme échéant jusqu'en 2073 donnant lieu à des droits contractuels. Au cours des cinq prochains exercices, un montant de 1 877 000 \$ sera encaissé. La portion attribuable à la Ville de Mirabel sera de 469 200 \$.

**21. Passifs éventuels**

S.O.

**A) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
Centre hébergement multiservices	350 000	350 000	350 000
	160	350 000	350 000

Cautionnement pour un montant maximum de 350 000 \$ sur une période de 10 ans, relativement à un prêt en faveur du Centre d'hébergement multiservices de Mirabel.

**B) Auto-assurance**

S.O.

**C) Poursuites**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**D) Autres**

Bien que d'autres dispositions de la loi SFPR pourraient avoir un impact sur la comptabilisation du Régime, l'effet réel ne sera connu qu'ultérieurement et sera sujet à des négociations futures. Aucune provision n'est faite à cet effet. Les impacts seront comptabilisés lorsque l'entente entre les parties sera intervenue.

**22. Actifs éventuels**

S.O.

**23. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**24. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et le budget adopté par les organismes contrôlés après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

**25. Instruments financiers**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**26. Évènements importants**

Au mois de mars 2020, l'organisation mondiale de la santé a décrété une pandémie mondiale due au nouveau coronavirus (COVID-19). Cette situation est en constante évolution et les mesures mises en place ont de nombreux impacts économiques sur les plans mondial, national, provincial et local.

L'incidence globale de ces évènements sur la Ville et ses activités est comptabilisée au fur et à mesure qu'ils se réalisent.



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	Réalizations 2020		Budget 2021		Réalizations 2021			Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenaires	
<b>Revenus</b>								
<b>Fonctionnement</b>								
1 Taxes	66 049 180	67 778 100	67 743 632				67 743 632	
2 Compensations tenant lieu de taxes	2 428 935	2 595 500	2 575 985				2 575 985	
3 Quotes-parts						161 715		
4 Transferts	9 410 845	4 739 800	7 177 892			94	7 177 986	
5 Services rendus	5 852 860	6 744 600	6 830 250			441 985	7 212 225	
6 Imposition de droits	10 546 861	7 959 700	14 694 083				14 694 083	
7 Amendes et pénalités	3 472 236	3 880 200	3 604 596				3 604 596	
8 Revenus de placements de portefeuille	611 158	560 200	608 975				608 975	
9 Autres revenus d'intérêts	554 761	764 600	457 248			492	457 740	
10 Autres revenus	146 430	840 500	355 412				355 412	
11 Effet net des opérations de restructuration								
12	99 073 266	95 863 200	104 048 073			604 286	104 430 634	
<b>Investissement</b>								
13 Taxes	1 509 239	564 300	514 230				514 230	
14 Quotes-parts								
15 Transferts	5 360 962	2 679 800	3 019 414				3 019 414	
16 Imposition de droits	1 698 940	4 091 000	3 165 526				3 165 526	
Autres revenus								
17 Contributions des promoteurs	9 511 342	10 412 000	10 195 524				10 195 524	
18 Autres	685 690	3 061 700	1 786 098				1 786 098	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux								
19								
20 Effet net des opérations de restructuration								
21	18 766 173	20 808 800	18 680 792				18 680 792	
22	117 839 439	116 672 000	122 728 865			604 286	123 111 426	
<b>Charges</b>								
23 Administration générale	8 276 587	9 849 700	9 464 789			353 268	9 818 057	
24 Sécurité publique	16 505 447	18 213 800	17 877 456			873 496	18 750 952	
25 Transport	15 712 360	18 221 400	17 082 356			8 266 066	25 348 422	
26 Hygiène du milieu	16 292 926	18 889 200	17 435 711			7 991 365	25 427 076	
27 Santé et bien-être								
28 Aménagement, urbanisme et développement	5 871 387	5 617 900	6 266 710			21 918	6 288 628	
29 Loisirs et culture	9 745 246	12 846 900	11 255 202			602 960	15 497 001	
30 Réseau d'électricité								
31 Frais de financement	2 574 619	2 586 300	2 717 937			13 024	2 730 961	
32 Effet net des opérations de restructuration								
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés								
33	20 121 559	22 212 000	21 366 677			( 21 366 677 )		
34	95 100 131	108 437 200	103 466 838			615 984	103 861 097	
35	22 739 308	8 234 800	19 262 027			(11 698)	19 250 329	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>								
1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.								

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	Réalizations 2020		Budget 2021		Réalizations 2021	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	22 739 308	8 234 800	19 262 027	(11 698)	19 250 329
Moins : revenus d'investissement	2	( 18 766 173)	( 20 808 800)	( 18 680 792)	( )	( 18 680 792)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	3 973 135	(12 574 000)	581 235	(11 698)	569 537
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>						
Amortissement	4	20 121 559	22 212 000	21 366 677	74 714	21 441 391
Produit de cession	5	105 457		29 858		29 858
(Gain) perte sur cession	6	10 395		(29 858)		(29 858)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
<b>Propriétés destinées à la revente</b>	8	20 237 411	22 212 000	21 366 677	74 714	21 441 391
Coût des propriétés vendues	9	1 570 247	625 000			
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	1 570 247	625 000			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Remboursement ou produit de cession	12	34 376		97 450		97 450
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	80 595		1 816 916		1 816 916
	15	114 971		1 914 366		1 914 366
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	952 354	327 200	3 064 651		3 064 651
Remboursement de la dette à long terme	17	( 9 565 823)	( 9 608 800)	( 11 381 663)	( 75 396)	( 11 457 059)
	18	( 8 613 469)	( 9 281 600)	( 8 317 012)	( 75 396)	( 8 392 408)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	( 4 268 851)	( 1 228 900)	( 1 878 331)	( 4 038)	( 1 882 369)
Excédent (déficit) accumulé	20					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	45 776	1 649 000	593 284		593 284
Réserves financières et fonds réservés	22	( 7 571 457)	( 1 198 600)	( 5 336 661)		( 5 336 661)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	( 256 148)	( 202 900)	( 49 164)		( 49 164)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	( 12 050 680)	( 981 400)	( 6 670 872)	( 4 038)	( 6 674 910)
	26	1 258 480	12 574 000	8 293 159	( 4 720)	8 288 439
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	5 231 615		8 874 394	( 16 418)	8 857 976

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	Réalizations 2020		Réalizations 2021		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	18 766 173	18 680 792		18 680 792
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	( 668 775)	116 664	( )	116 664
Sécurité publique	3	( 375 027)	5 618 317	( )	5 618 317
Transport	4	( 15 626 223)	10 783 771	( )	10 783 771
Hygiène du milieu	5	( 12 453 929)	9 654 796	( )	9 654 796
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 64 014)	48 238	( )	48 238
Loisirs et culture	8	( 16 984 660)	18 653 669	4 038	18 657 707
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	( )	( )	( )	( )
	11	( 46 172 628)	44 875 455	4 038	44 879 493
<b>Propriétés destinées à la revente</b>					
Acquisition	12	( 2 198 501)	977 011	( )	977 011
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>					
Émission ou acquisition	13	( 554 417)	3 331 067	( )	3 331 067
<b>Financement</b>					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	18 669 364	11 451 202		11 451 202
<b>Affectations</b>					
Activités de fonctionnement	15	4 268 851	1 878 331	4 038	1 882 369
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	21 084	4 786 937		4 786 937
Excédent de fonctionnement affecté	17	2 678 125	577 045		577 045
Réserves financières et fonds réservés	18	15 486 208	3 562 370		3 562 370
	19	22 454 268	10 804 683	4 038	10 808 721
	20	(7 801 914)	(26 927 648)		(26 927 648)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	21	10 964 259	(8 246 856)		(8 246 856)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2020		2021		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	30 998 292	32 632 564	233 268		32 865 832
Débiteurs (note 5)	26 278 799	29 532 803	12 258		29 508 561
Prêts (note 6)	513 640	1 894 560			1 894 560
Placements de portefeuille (note 7)	24 303 532	24 891 271			24 891 271
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	628 254	1 605 265			1 605 265
Autres actifs financiers (note 9)	82 722 517	90 556 463	245 526		90 765 489
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)					
Emprunts temporaires (note 10)					
Créditeurs et charges à payer (note 11)	28 892 232	35 443 888	41 881		35 449 269
Revenus reportés (note 12)	12 222 772	14 580 146	11 818		14 591 964
Dette à long terme (note 13)	103 834 933	106 930 868	477 520		107 408 388
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	4 345 000	4 568 000			4 568 000
Autres passifs (note 14)	149 294 937	161 522 902	531 219		162 017 621
	(66 572 420)	(70 966 439)	(285 693)		(71 252 132)
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>					
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations corporelles (note 15)	403 161 102	426 669 880	894 324		427 564 204
Propriétés destinées à la revente (note 16)	645 810	645 810			645 810
Stocks de fournitures	29 654	40 494			40 494
Actifs incorporels achetés (note 17)					
Autres actifs non financiers (note 18)	102 051	238 479	4 755		243 234
	403 938 617	427 594 663	899 079		428 493 742
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	10 822 725	13 156 237	176 792		13 333 029
Excédent de fonctionnement affecté	2 886 524	3 470 140			3 470 140
Réserves financières et fonds réservés	15 070 688	16 847 261	24 258		16 871 519
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	1 118 038)	965 440)			965 440)
Financement des investissements en cours	2 014 620	(6 234 518)			(6 234 518)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	307 689 678	330 354 544	412 336		330 766 880
Gains (pertes) de réévaluation cumulés					
	337 366 197	356 628 224	613 386		357 241 610
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
<b>Rémunération</b>					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1		46 319	46 319	
Autre	2	29 514 400	28 074 305	28 406 860	25 827 695
<b>Charges sociales</b>					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3		9 852	9 852	
Autres	4	9 883 800	10 086 248	10 141 048	9 205 240
<b>Biens et services</b>					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	1 772 200	1 732 562	1 732 562	1 706 031
Autres biens et services	8	34 875 000	31 080 822	31 221 713	28 033 781
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	2 341 500	2 272 253	2 285 183	2 323 850
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	199 000	214 186	214 280	214 897
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	45 800	231 498	231 498	50 863
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	3 770 600	3 731 678	3 509 953	3 528 208
Transferts	15	100 000	89 523	89 523	76 304
Autres	16	4 500	3 550	3 550	3 644
Autres organismes					
Transferts	17	3 063 400	4 450 920	4 450 920	2 487 325
Autres	18				
<b>Amortissement</b>					
Immobilisations corporelles	19	22 212 000	21 366 677	21 441 391	20 196 426
Actifs incorporels achetés	20				
<b>Autres</b>					
Propriétés destinées revente	21	625 000			1 570 247
Réclamations dommages	22		53 202	53 202	88 272
Autres	23	30 000	23 243	23 243	21 203
	24	108 437 200	103 466 838	103 861 097	95 333 986

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>RÉSULTATS</b>		
<b>Revenus</b>		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	8 263
Autres revenus	3	1 793 120
	4	1 819 945
<b>Charges</b>		
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille		
Radiation	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	(2)
Autres créances douteuses	7	
	8	(2)
Autres charges	9	1 793 120
	10	(2)
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	11	26 825
<b>SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE</b>		
<b>Actifs</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	667 790
Placements de portefeuille	13	
Débiteurs	14	2 819
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	404 973
Provision pour moins-value	16	(22 773)
	17	1 641 814
	18	2 321 171
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer	19	69 940
Revenus reportés	20	
Dette à long terme	21	1 232 568
	22	1 302 508
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	23	(71 455)
<b>VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>		
Libres - FLI régulier	24	384 546
Libres - Aide d'urgence aux PME	25	461 488
Supportant les engagements de prêts - FLI régulier	26	
Supportant les engagements de prêts - Aide d'urgence aux PME	27	
Supportant les garanties de prêts - FLI régulier	28	
Supportant les garanties de prêts - Aide d'urgence aux PME	29	
	30	667 790

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**  
Prêts portant intérêts au taux de 3 % et 6 %, remboursables par versements variables jusqu'en mars 2026.

**Note sur la dette à long terme**

Emprunt d'un montant de 519 950 \$ auprès du Gouvernement du Québec, sans intérêt. Un premier versement est prévu le 1er juin 2023, selon le solde du prêt non investi le 31 décembre 2022. Remboursable par la suite en cinq versements annuels et consécutifs effectués le 1er juin de chaque année et ce, à compter du 1er juin 2024.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Second emprunt d'un montant de 3 751 517 \$ auprès du Gouvernement du Québec, sans intérêt. Le solde du prêt, net des frais de gestion de 3 % et des pardons de prêts constatés est de 1 845 851 \$. Un premier versement est prévu le 30 septembre 2022, selon les sommes non versées dans le cadre du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises. Remboursable le 31 mars 2030 au montant égal à l'évaluation du portefeuille de placements, jusqu'à concurrence du montant prêté.

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>RÉSULTATS</b>			
<b>Revenus</b>			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	12 522	5 257
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3		
	4	12 522	5 257
<b>Charges</b>			
Créances douteuses sur prêts			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
Autres créances douteuses	7		
	8		
Intérêts sur la dette à long terme	9	600	600
Autres charges	10		
	11	600	600
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>12</b>	<b>11 922</b>	<b>4 657</b>
<b>SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE</b>			
<b>Actifs</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	157 718	205 739
Placements de portefeuille	14		
Débiteurs	15	557	1 567
Prêts aux entreprises	16	126 373	65 720
Provision pour moins-value	17	( )	( )
	18	126 373	65 720
	19	284 648	273 026
<b>Passifs</b>			
Créditeurs et charges à payer	20		
Revenus reportés	21		
Dette à long terme	22	15 000	15 300
	23	15 000	15 300
<b>Solde du Fonds local de solidarité</b>			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24		
Excédent (déficit) non affecté	25	269 648	257 726
	26	269 648	257 726
<b>VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>			
Libres	27	157 718	205 739
Supportant les engagements de prêts	28		
	29	157 718	205 739

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

Prêts portant intérêts à des taux de 8,3 % et 11,3 %, remboursables par versements variables jusqu'en janvier 2029.

**Note sur la dette à long terme**

Crédit variable d'un montant autorisé de 750 000 \$, solde minimum de 15 000 \$, portant intérêt au taux de 4 %.

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts****Note sur les autres revenus et les autres charges**



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	13 333 029	11 015 935
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 470 140	2 886 524
Réserves financières et fonds réservés	3	16 871 519	15 094 946
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 965 440)	( 1 118 038)
Financement des investissements en cours	5	(6 234 518)	2 014 620
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	330 766 880	308 097 294
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	357 241 610	337 991 281

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté**

Administration municipale	9	13 156 237	10 822 725
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	176 792	193 210
	11	13 333 029	11 015 935

**Excédent de fonctionnement affecté**

Administration municipale			
▪ Surplus - exercice suivant	12	3 406 200	2 826 800
▪ Promotion résidentielle	13	63 940	59 724
▪	14		
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	3 470 140	2 886 524
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	3 470 140	2 886 524

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪ Urgence et imprévu	28	4 796 720
▪ Assainissement des eaux	29	827 646
▪ Transport collectif	30	1 957 117
▪ Plantation/Maintien de boisés	31	1 000 928
	32	8 582 411
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	6 730 942
Organismes contrôlés et partenariats	38	4 935 517
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	47 144
Organismes contrôlés et partenariats	40	134 085
Montant non réservé		
Administration municipale	41	592 553
Organismes contrôlés et partenariats	42	24 258
Fonds local d'investissement	43	679 357
Fonds local de solidarité	44	158 275
Autres		
▪ Filiation	45	56 579
▪	46	
	47	8 289 108
	48	16 871 519
		6 802 620
		15 094 946

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( 215 000)	( 243 000)
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ( )	( )
Autres	53 ( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ( )	( )
	55 ( 215 000)	( 243 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ( )	( )
Assainissement des sites contaminés	57 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ( )	( )
Autres		
▪	59 ( )	( )
▪	60 ( )	( )
	61 ( 215 000)	( 243 000)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	63 ( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	65 ( )	( )
Autres		
▪	66 ( )	( )
▪	67 ( )	( )
	68 ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	70 ( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ( 442 983)	( 420 037)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ( 2 380 801)	( 1 247 868)
Autres		
▪ Filiation	73 ( 15 000)	( 15 000)
▪	74 ( )	( )
	75 ( 2 838 784)	( 1 682 905)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76 416 530	395 367
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78 1 671 814	412 500
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
	81 2 088 344	807 867
	82 ( 965 440)	( 1 118 038)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Financement non utilisé	83	297 386	7 926 677
Investissements à financer	84 (	6 531 904)(	5 912 057)
	85	(6 234 518)	2 014 620
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	427 564 204	404 126 102
Propriétés destinées à la revente	87	2 251 075	1 274 064
Prêts	88	1 894 560	513 640
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89	354 184	318 402
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90		
	91	432 064 023	406 232 208
Ajustements aux éléments d'actif	92	(1 671 814)	(412 500)
	93	430 392 209	405 819 708
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	94 (	107 408 388)(	104 402 668)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (	699 913)(	711 575)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96	5 643 676	5 708 412
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	2 395 801	1 262 868
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	443 495	420 549
	99 (	99 625 329)(	97 722 414)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 (	)(	)
	101 (	99 625 329)(	97 722 414)
	102	330 766 880	308 097 294

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville de Mirabel parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire gagné à chaque année (pour le groupe des cadres, ce salaire est indexé).

En bref, le Régime est à prestations déterminées. Les cotisations salariales des participants et de l'employeur ainsi que la rente viagère, la prestation de rattachement varient selon le groupe d'employés (policier, cadre, manuel, bureau). Le salaire final correspond au salaire annuel moyen des trois années les mieux rémunérées de service du participant (salaire indexé pour le groupe des cadres). La dernière évaluation actuarielle du Régime était au 31 décembre 2018.

Finalement, en vertu de la Loi RRSM, le financement des régimes municipaux est dorénavant effectué par le biais de deux volets distincts : un volet pour le service avant le 1er janvier 2014 et un volet pour le service à compter du 1er janvier 2014.

De plus, la Ville offre actuellement aux retraités et futurs retraités faisant partie du groupe des cadres des avantages complémentaires de retraite (Programme supplémentaire) de type prestations déterminées. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2018 pour le Programme supplémentaire.

	2021	2020
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (1 693 000)	(858 000)
Charge de l'exercice	4 ( 2 793 000)(	2 529 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 2 640 000	1 694 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (1 846 000)	(1 693 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 118 124 000	109 041 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( 118 695 000)(	111 728 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (571 000)	(2 687 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (1 275 000)	994 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (1 846 000)	(1 693 000)
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (1 846 000)	(1 693 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 118 124 000	109 041 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( 118 695 000)(	111 728 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( 571 000)(	2 687 000)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	4 717 000	4 550 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	4 717 000	4 550 000
Cotisations salariales des employés	21 (	2 423 000)(	2 254 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)	)
	23	2 294 000	2 296 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	378 000	210 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	2 672 000	2 506 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	5 938 000	5 873 000
Rendement espéré des actifs	33 (	5 817 000)(	5 850 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	121 000	23 000
Charge de l'exercice	35	2 793 000	2 529 000
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	8 859 000	4 951 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	5 817 000)(	5 850 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	3 042 000	(899 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(1 151 000)	(932 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	4 839 000	4 696 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	119 999 000	109 328 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	256 000	264 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	8 280 000	7 545 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	5 801 000	4 181 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	13	13
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,33 %	5,31 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,32 %	5,60 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	3
Autres avantages sociaux futurs	54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

La Ville offre actuellement aux retraités et futurs retraités faisant partie du groupe des cadres des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective, Plan d'incitation et de reconnaissance (volet 1 et volet 2)) de type prestations déterminées.

Le Régime comprend de l'assurance vie pour les retraités et leurs personnes à charge, de l'assurance décès et mutilation accidentels pour les retraités et des prestations de soins de santé pour les retraités et leurs personnes à charge. Les protections se terminent lorsque le retraité atteint l'âge de 65 ans. La Ville paie 100 % des primes pour les retraités et les personnes à charge, et ce, pour toutes les protections.

La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2020 pour le Régime d'assurance collective. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2018 pour le volet 1. La plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2021 pour le volet 2. Le programme d'incitation et de reconnaissance prévoit le versement de prestations basées sur l'âge et les années de service à la retraite.

	2021	2020
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (2 652 000)	(2 662 000)
Charge de l'exercice	56 ( 259 000)(	196 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 189 000	206 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (2 722 000)	(2 652 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( 2 560 000)(	2 684 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (2 560 000)	(2 684 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (162 000)	32 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (2 722 000)	(2 652 000)
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (2 722 000)	(2 652 000)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( 2 560 000)(	2 684 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( 2 560 000)(	2 684 000)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 236 000	233 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 236 000	233 000
Cotisations salariales des employés	73 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ( )	( )
	75 236 000	233 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (31 000)	(105 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 205 000	128 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 54 000	68 000
Rendement espéré des actifs	85 ( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 54 000	68 000
Charge de l'exercice	87 259 000	196 000
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 225 000	(146 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	92 189 000	206 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 11	11
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,50 %	2,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 5,75 %	5,85 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,20 %	4,20 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2036	2036
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>			
		<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

**D) AUTRES RÉGIMES**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113	2	
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>			
La Ville de Mirabel contribue à un régime volontaire d'épargne retraite pour les pompiers à temps partiel. Elle contribue un montant équivalent à ce que l'employé verse jusqu'à un maximum de 2.75 % du salaire horaire gagné.			
La Ville de Mirabel contribue également à ce régime, pour un employé professionnel à contrat, correspondant à un montant équivalent à la part de l'employé, jusqu'à concurrence de 9 %.			
La Régie contribue au REER des employés permanents à la hauteur de la cotisation de l'employé, jusqu'à un maximum de 5 % du salaire brut de l'employé.			
		<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114	39 020	31 412
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116	4 348	6 400
Autres régimes	117		
	118	43 368	37 812

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

		<b>2021</b>	<b>2020</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	11	9

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	120	29 599	34 293
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	121	99 838	113 376
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	27 172	28 354
	123	127 010	141 730

**Note**

## **Renseignements financiers consolidés non audités**

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>TAXES</b>				
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	49 158 100	49 346 978	47 933 038
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	6 811 000	6 829 486	6 492 310
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9		(26 610)	(26 610)
Autres	10			
	11	55 969 100	56 149 854	54 425 348
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	6 082 300	6 010 171	5 845 267
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	700 700	625 247	674 980
Matières résiduelles	15	7 200	9 530	6 660
Autres				
▪ Tarifs	16	15 700	15 384	16 150
▪ Entretien des fossés	17	164 100	50 394	
▪ Enlèvement de la neige	18		4 596	
Centres d'urgence 9-1-1	19	320 000	342 682	326 329
Service de la dette	20	4 519 000	4 509 164	4 754 446
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23	564 300	540 840	1 509 239
	24	12 373 300	12 108 008	13 133 071
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	12 373 300	12 108 008	13 133 071
	29	68 342 400	68 257 862	67 558 419

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	8 800	8 769	7 998
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34	8 800	8 769	7 998
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	91 400	92 478	95 440
Cégeps et universités	36	5 700	5 678	5 938
Écoles primaires et secondaires	37	635 800	600 306	482 638
	38	732 900	698 462	584 016
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	741 700	707 231	592 014
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	44	1 852 600	1 867 537	1 835 704
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45	1 200	1 217	1 217
Taxes d'affaires	46			
	47	1 853 800	1 868 754	1 836 921
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	2 595 500	2 575 985	2 428 935

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	55	21 076	21 076	
<b>Sécurité publique</b>				
Police	56	65 800	84 606	60 247
Sécurité incendie	57	11 000	84 606	21 192
Sécurité civile	58			
Autres	59			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	34 300	34 208	34 962
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70	148 800	45 894	128 873
Réseau de distribution de l'eau potable	71	121 000	72 116	70 117
Traitement des eaux usées	72	4 800	4 797	5 048
Réseaux d'égout	73	133 600	72 117	252 617
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75	646 000	735 132	656 663
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80	32 900	41 892	17 878
Autres	81	97 400		

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86	80 000	64 310	83 747
Promotion et développement économique	87	409 200	2 109 390	116 786
Autres	88			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	89	24 400	209 784	38 319
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	126 000	177 244	168 831
Autres	91	20 800	20 776	21 671
<b>Réseau d'électricité</b>	92			
	93	1 956 000	3 693 342	1 676 951

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	94	160 000	45 514	7 550
<b>Sécurité publique</b>				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97			
Autres	98			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	99	1 278 000	(14 401)	457 987
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109			
Réseau de distribution de l'eau potable	110	684 000	549 500	1 710 000
Traitement des eaux usées	111			
Réseaux d'égout	112	300 000	560 200	1 815 300
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119		2 841	2 841
Autres	120			



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	128	160 400	1 875 760	1 370 125
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			
Autres	130	97 400		
<b>Réseau d'électricité</b>	131			
	132	2 679 800	3 019 414	5 360 962

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136	158 200	158 184	128 260
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	1 209 000	1 449 857	1 303 751
Fonds de développement des territoires	138	294 000	55 576	521 941
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140	493 600	454 118	
Dotations spéciales de fonctionnement	141			458 278
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142	629 000	721 674	370 972
Autres	143		645 141	4 951 403
	144	2 783 800	3 484 550	7 734 605
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	145	7 419 600	10 197 306	14 772 518

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
<b>Administration générale</b>				
Greffes et application de la loi	146	3 500	2 435	1 740
Évaluation	147			
Autres	148			
	149	3 500	2 435	1 740
<b>Sécurité publique</b>				
Police	150	2 367 600	2 409 960	2 288 884
Sécurité incendie	151	275 000	260 157	144 855
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154	2 642 600	2 670 117	2 433 739
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	155	8 000	7 967	8 934
Enlèvement de la neige	156	6 300	15 059	6 866
Autres	157			
Transport collectif	158		1 600	46 671
Autres	159			
	160	14 300	24 626	62 471
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161	2 000	2 000	2 000
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163			
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165		882	882
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	2 000	2 882	2 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>2021</b>	<b>2021</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social		174		
Autres		175		
		176		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage		177		
Rénovation urbaine		178		
Promotion et développement économique		179		
Autres		180		
		181		
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives		182		
Activités culturelles				
Bibliothèques		183		
Autres		184		
		185		
<b>Réseau d'électricité</b>				
		186		
		187	2 662 400	2 700 060
			2 700 060	2 499 950

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
<b>Administration générale</b>				
Grefe et application de la loi	188			
Évaluation	189	1 000		13 732
Autres	190	777 200	836 545	783 448
	191	778 200	836 545	797 180
<b>Sécurité publique</b>				
Police	192	22 500	100 597	41 644
Sécurité incendie	193			
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196	22 500	100 597	41 644
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	197	97 300	135 214	95 480
Enlèvement de la neige	198	338 600	335 686	315 856
Autres	199	76 200	59 605	44 777
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205	512 100	530 505	456 113
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206			
Réseau de distribution de l'eau potable	207	72 500	142 427	98 832
Traitement des eaux usées	208	820 000	1 097 987	842 124
Réseaux d'égout	209	77 500	147 977	108 814
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211	18 000	54 724	54 724
Autres	212			
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			34 917
Autres	215			
	216	988 000	1 443 115	1 084 687

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	81 800	57 500	82 350
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223	16 900	6 843	3 331
Autres	224			
	225	98 700	64 343	85 681
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	226	1 448 600	1 039 310	1 005 184
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	9 400	10 515	8 211
Autres	228	224 700	105 260	98 848
	229	1 682 700	1 155 085	1 112 243
<b>Réseau d'électricité</b>	230			
	231	4 082 200	4 130 190	3 577 548
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	232	6 744 600	6 830 250	6 077 498

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	233	845 200	1 079 958	1 000 796
Droits de mutation immobilière	234	6 669 500	13 011 948	9 031 931
Droits sur les carrières et sablières	235	4 536 000	3 767 703	2 213 074
Autres	236			
	237	12 050 700	17 859 609	12 245 801
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	238	3 880 200	3 604 596	3 472 236
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	239	560 200	608 975	611 158
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	240	764 600	457 248	555 934
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	30 000	29 858	(10 395)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243	625 000		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245	10 412 000	10 195 524	9 511 342
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247	67 400	54 494	24 552
Autres contributions	248	78 800	166 305	32 423
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	3 101 000	1 890 853	785 540
	251	14 314 200	12 337 034	10 343 462
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	252			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
1 Conseil	1 125 600	1 119 525	1 442	1 120 967	1 120 967	1 117 521
2 Greffe et application de la loi	1 996 500	2 007 642	2 584	2 010 226	2 010 226	1 510 285
3 Gestion financière et administrative	2 521 600	2 548 228	15 616	2 563 844	2 563 844	2 347 038
4 Évaluation	625 600	694 237		694 237	694 237	420 770
5 Gestion du personnel	707 700	669 630	2 240	671 870	671 870	741 741
Autres						
▪	2 872 700	2 425 527	331 386	2 756 913	2 756 913	2 440 880
▪						
8	9 849 700	9 464 789	353 268	9 818 057	9 818 057	8 578 235
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
9 Police	12 199 700	12 440 888	477 385	12 918 273	12 918 273	12 078 029
10 Sécurité incendie	5 600 000	5 045 931	392 935	5 438 866	5 438 866	4 966 409
11 Sécurité civile						
12 Autres	414 100	390 637	3 176	393 813	393 813	278 416
13	18 213 800	17 877 456	873 496	18 750 952	18 750 952	17 322 854
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
14 Voirie municipale	6 624 700	6 161 002	7 581 945	13 742 947	13 742 947	12 781 917
15 Enlèvement de la neige	6 603 300	6 394 506	133 800	6 528 306	6 528 306	5 841 278
16 Éclairage des rues	498 800	422 023	529 370	951 393	951 393	915 221
17 Circulation et stationnement	283 400	238 752		238 752	238 752	210 622
Transport collectif						
18 Transport en commun	2 227 900	2 177 881		2 177 881	2 177 881	2 219 478
19 Transport aérien						
20 Transport par eau						
21 Autres	1 983 300	1 688 192	20 951	1 709 143	1 709 143	1 733 436
22	18 221 400	17 082 356	8 266 066	25 348 422	25 348 422	23 701 952



**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 275 000	2 869 145	609 731	3 478 876	3 626 702
Réseau de distribution de l'eau potable	24	574 300	581 561	2 081 506	2 663 067	2 520 779
Traitement des eaux usées	25	2 137 700	2 180 171	1 108 240	3 288 411	2 984 748
Réseaux d'égout	26	1 421 700	1 233 935	4 061 027	5 294 962	4 822 530
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 777 000	1 674 365	3 550	1 677 915	1 764 323
Élimination	28	1 181 200	1 200 026		1 200 026	1 139 089
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 220 700	1 143 132	16 248	1 159 380	1 146 458
Tri et conditionnement	30	447 600	130 489		130 489	453 172
Matières organiques						
Collecte et transport	31	2 046 300	2 026 687	69 418	2 096 105	1 884 662
Traitement	32	1 498 400	1 139 832		1 139 832	624 862
Matériaux secs	33	626 300	542 200		542 200	536 654
Autres	34	137 400	130 293		130 293	148 809
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	24 800	43 801	20 584	64 385	69 234
Protection de l'environnement	38	2 520 800	2 540 074	21 061	2 561 135	2 330 147
Autres	39					
	40	18 889 200	17 435 711	7 991 365	25 427 076	24 052 169
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 607 700	1 483 876	6 717	1 490 593	1 414 868
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	176 500	141 091		141 091	149 058
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	1 857 700	3 286 428	15 201	3 301 629	1 424 090
Tourisme	49					
Autres	50	1 321 000	1 332 072		1 332 072	1 308 730
Autres	51	655 000	23 243		23 243	1 591 451
	52	5 617 900	6 266 710	21 918	6 288 628	5 888 197
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	197 600	211 502	57 090	268 592	128 230
Patinaires intérieures et extérieures	54	2 783 600	2 746 485	1 014 980	3 761 465	3 007 106
Piscines, plages et ports de plaisance	55	80 000	24 683		24 683	27 297
Parcs et terrains de jeux	56	4 733 400	4 123 313	1 994 273	5 895 861	5 005 222
Parcs régionaux	57				602 960	471 869
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	7 794 600	7 105 983	3 066 343	10 172 326	8 639 724
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	3 042 600	2 182 466	676 695	2 859 161	2 696 721
Bibliothèques	62	2 009 700	1 966 753	117 526	2 084 279	1 864 524
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	5 052 300	4 149 219	794 221	4 943 440	4 561 245
	67	12 846 900	11 255 202	3 860 564	15 115 766	13 200 969

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
	68					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dettes à long terme						
Intérêts		2 289 600	2 243 445	2 243 445	2 254 809	2 318 375
Autres frais		250 900	242 994	242 994	244 654	220 372
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs			175 000	175 000	175 000	91 000
Autres		45 800	56 498	56 498	56 498	(40 137)
		2 586 300	2 717 937	2 717 937	2 730 961	2 589 610
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>						
	74					
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS</b>						
		22 212 000	21 366 677 (	21 366 677 (		
	75					

# **Autres renseignements financiers non audités**

**Exercice terminé le 31 décembre 2021**

# Table des matières

## **Autres renseignements financiers consolidés non audités**

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

## **Autres renseignements financiers non consolidés non audités**

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

## **Autres renseignements**

Questionnaire	11
---------------	----

## **Autres renseignements financiers consolidés non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>		
		<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	3 177 925	3 177 925	4 488 257
	Usines de traitement de l'eau potable	2			69 506
	Usines et bassins d'épuration	3			120 965
	Conduites d'égout	4	6 096 745	6 096 745	7 575 559
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	9 524 365	9 524 365	7 968 014
	Ponts, tunnels et viaducs	7	833 167	833 167	2 432 523
	Systèmes d'éclairage des rues	8	339 471	339 471	727 864
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10	3 068 147	3 068 147	3 575 208
	Autres infrastructures	11	315 052	315 052	336 077
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	214 767	214 767	545 955
	Édifices communautaires et récréatifs	14	13 281 640	13 281 640	14 200 781
	Améliorations locatives	15			
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17	1 819 757	1 819 757	1 397 712
	Ameublement et équipement de bureau	18	256 985	256 985	181 348
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	489 125	489 125	813 526
	Terrains	20	5 458 309	5 458 309	1 739 333
	Autres	21		4 038	
		22	44 875 455	44 879 493	46 172 628

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT**  
**ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	704 414	704 414	1 747 017
	Usines de traitement de l'eau potable	24			69 506
	Usines et bassins d'épuration	25			120 965
	Conduites d'égout	26	1 124 528	1 124 528	2 915 859
	Autres infrastructures	27	6 046 340	6 046 340	4 806 424
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28	2 473 511	2 473 511	2 741 240
	Usines de traitement de l'eau potable	29			
	Usines et bassins d'épuration	30			
	Conduites d'égout	31	4 972 217	4 972 217	4 659 700
	Autres infrastructures	32	8 033 862	8 033 862	10 233 262
	Autres immobilisations corporelles	33	21 520 583	21 524 621	18 878 655
		34	44 875 455	44 879 493	46 172 628

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	134 085	26 482	113 423	47 144
Fonds d'amortissement	4				
Montant à charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	39 383 566	3 340 354	6 828 847	35 895 073
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	58 625 312	16 552 373	11 051 078	64 126 607
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	98 142 963	19 919 209	17 993 348	100 068 824
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 521 792	647 892	715 527	5 454 157
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	5 521 792	647 892	715 527	5 454 157
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	186 620	2 899		189 519
	14	5 708 412	650 791	715 527	5 643 676
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15	412 500	1 259 614	300	1 671 814
Autres	16	850 368	1 666 739	1 793 120	723 987
	17	6 971 280	3 577 144	2 508 947	8 039 477
	18	105 114 243	23 496 353	20 502 295	108 108 301
Dette en cours de refinancement	19	( )		( )	
Reclassement / Redressement	20				
<b>Dette à long terme</b>	21	105 114 243	23 496 353	20 502 295	108 108 301

**Note**



**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité****Administration municipale**

Dettes à long terme	1	107 625 801
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	6 528 247
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	47 144
Débiteurs	9	5 454 157
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	297 386
Autres		
Débiteurs non appl. remb. dette	12	189 519
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	108 165 842
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>		
Endettement net à long terme	15	482 500
Endettement net à long terme	16	108 648 342
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	411 734
Autres organismes	19	6 076 651
Endettement total net à long terme	20	115 136 727
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	115 136 727
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2021</b>	<b>Réalisations 2020</b>
<b>Administration générale</b>				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 227 900	2 177 881	2 177 881
Autres	10			2 219 478
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	1 321 000	1 332 072	1 332 072
Autres	21			1 308 730
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	221 700	221 725	
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	3 770 600	3 731 678	3 509 953
				3 528 208

## **Autres renseignements financiers non consolidés non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021***Non audité*

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	44 759 790	46 068 157
Frais de financement	4	115 665	104 471
Autres	5		
	6	44 875 455	46 172 628

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**Non audité**

<b>Administration municipale</b>	<b>Effectifs personnes/ année<sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total <sup>1</sup></b>
1 Cadres et contremaîtres	59,52	35,00	113 356,00	6 191 569	2 620 568	8 812 137
2 Professionnels	7,50	35,00	14 109,00	485 943	131 126	617 069
3 Cols blancs	117,38	32,50	206 489,00	6 182 470	2 058 185	8 240 655
4 Cols bleus	105,49	40,00	210 255,00	5 944 920	2 152 401	8 097 321
5 Policiers	73,76	36,60	141 929,00	6 201 403	2 009 620	8 211 023
6 Pompiers	43,42	35,00	79 030,00	2 462 197	741 102	3 203 299
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
8	407,07		765 168,00	27 468 502	9 713 002	37 181 504
9	9,28			652 122	383 098	1 035 220
10 Élus	416,35			28 120 624	10 096 100	38 216 724

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun					
Eau et égout					
11					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	45 894		276 595		45 894
12					
Réseau de distribution de l'eau potable	72 116	272 905			621 616
13					
Traitement des eaux usées	4 797				4 797
14					
Réseaux d'égout	72 117	273 651	286 549		632 317
15					
Autres	6 788 896	749 314	1 354 472		8 892 682
16					
	6 983 820	1 295 870	1 917 616		10 197 306
17					

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

		2021	2020
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1	7 224	4 244
Évaluation	2		
Autres	3	34 513	26 424
	4	41 737	30 668
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5	98 190	56 723
Sécurité incendie	6	17 967	13 680
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	116 157	70 403
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	887 127	941 104
Enlèvement de la neige	11	5 395	2 352
Autres	12	93 145	78 297
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	985 667	1 021 753
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	184 606	194 670
Réseau de distribution de l'eau potable	17	241 560	249 773
Traitement des eaux usées	18	251 053	262 731
Réseaux d'égout	19	465 777	476 234
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	492	54
Matières recyclables	21	452	50
Autres	22		
Cours d'eau	23	883	871
Protection de l'environnement	24	927	420
Autres	25		
	26	1 145 750	1 184 803
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	5 837	2 881
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	6 816	5 727
Autres	34		
	35	12 653	8 608
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	307 462	148 911
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	10 861	11 095
Autres	38	97 650	98 378
	39	415 973	258 384
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	2 717 937	2 574 619

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Bouchard Jean	Maire	127 110	15 728	10 663	
Charbonneau Patrick	Maire	141 589	17 401	473	
Bélanger François	Conseiller	39 686	17 133		
Charles Francine	Conseiller	40 307	17 401		
Charron Robert	Conseiller	40 307	17 401		
Coursol Guylaine	Conseiller	40 307	17 401		
Gagné-Derganc Émilie	Conseiller	4 034	1 740		
Gauthier Isabelle	Conseiller	40 307	17 401		
Laurin Marc	Conseiller	40 307	17 401		
Lauzon Michel	Conseiller	40 307	17 401		
Maréchal Catherine	Conseiller	4 034	1 740		
Therrien Roxanne	Conseiller	4 034	1 740		

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	22 000 000 \$
<b>Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement</b>		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	4	3 417 696 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	24 449 \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12	\$
Ligne 14 : Débiteurs	13	9 533 \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	1 595 830 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15	\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	16	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	17	\$



**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 18  19
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 20 317 045 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 21  22
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 23 1 000 835 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 24  25
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 26 \_\_\_\_\_ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 27  28
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 29 106 690 \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 30  31
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 32  33
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 34  35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 36 \_\_\_\_\_ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 37  38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 39 1 635 600 \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40  41
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 42 792 949 \$
- b) autres formes d'aide 43 19 067 \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021 44 ..... \$
- Facteur comparatif de 2021 45 .....
- Valeur uniformisée 46 ..... \$
10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 47 ..... \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 48 ..... \$
  - Dépenses relatives à l'entretien d'été
  - Systèmes de sécurité 49 ..... \$
  - Chaussées pavées - entretien préventif 50 ..... \$
  - Chaussées pavées - entretien palliatif 51 ..... \$
  - Chaussées en gravier - entretien préventif 52 ..... \$
  - Chaussées en gravier - entretien palliatif 53 ..... \$
  - Systèmes de drainage 54 ..... \$
  - Abords de routes 55 ..... \$
  - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 56 ..... \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 57 ..... \$
  - Dépenses relatives à l'entretien d'été 58 ..... \$
- c) Total des frais encourus admissibles 59 ..... \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
  - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 60 .....
- b) Date d'adoption de la résolution 61 .....

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<p>11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du <i>Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?</i></p> <p>Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :</p> <p>a) Numéro de la résolution</p> <p>b) Date d'adoption de la résolution</p>	<p>62 <input checked="" type="checkbox"/> 63 <input type="checkbox"/></p> <p>64 <u>1096-11-2019</u></p> <p>65 <u>2019-11-25</u></p>
<p>12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens</p> <p><i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i></p> <p>a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)</p> <p>b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)</p> <p><i>Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens</i></p> <p>c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)</p> <p>d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8)</p> <p>e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9)</p> <p>f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10)</p> <p>g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11)</p> <p>h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)</p> <p>i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16)</p> <p>j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)</p> <p>k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?</p>	<p>66 <u>1</u></p> <p>67 _____</p> <p>68 <u>1</u></p> <p>69 _____</p> <p>70 <u>1</u></p> <p>71 _____</p> <p>72 _____</p> <p>73 <u>4 555</u></p> <p>74 _____</p> <p>75 <u>1</u></p> <p>76 <input type="checkbox"/> 77 <input checked="" type="checkbox"/></p>
<p>13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021</p> <p>Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL</p> <p>Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres</p> <p>Ministère des Transports</p> <p>Ministère de la Culture et des Communications</p> <p>Autres ministères/organismes</p>	<p>78 <u>313 654 \$</u></p> <p>79 <u>7 292 545 \$</u></p> <p>80 <u>280 715 \$</u></p> <p>81 <u>466 391 \$</u></p> <p>82 <u>3 700 173 \$</u></p> <p>83 <u>12 053 478 \$</u></p>

# **Taux global de taxation réel**

## **Exercice terminé le 31 décembre 2021**

Ville de Mirabel | 74005 |

# Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la  
Ville de Mirabel,

### Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE DE MIRABEL (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

### Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.*  
Comptables professionnels agréés

*Catherine Millette*  
CATHERINE MILLETTE, CPA auditrice  
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.  
Saint-Jérôme, le 2 juin 2022

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes	1	68 257 862
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>792 949</u>
<b>Ajouter</b>		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	(65 794)
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	792 949
<b>Déduire</b>		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	592 929
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	15 344 210
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	342 682
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<u>                    </u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	10	<u>52 705 196</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

Évaluation des immeubles imposables au 1 <sup>er</sup> janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	8 780 141 800
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>8 962 216 700</u>
<b>Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b> (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>8 871 179 250</u>

<b>TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021</b> (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<u>0,5941/ 100 \$</u>
--	----	-----------------------



**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>
<b>La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
<b>La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.</b>			
9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	

## ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.

Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2022-06-13

Nom du signataire : Jeannic D'Aoust

Date de transmission au Ministère : \_\_\_\_\_